

Sauvons l'Europe

Acteur de la société civile au service du projet européen



Rapport d'activité 2007-2008

Rapport d'orientation 2008-2009



81, rue St Roch - BP74184 - 31031 Toulouse Cedex 4 - sauvonsleurope31@laposte.net

Rapport d'activité 2007-2008

Depuis 2006, notre association a démontré son utilité. Partisans du projet de Traité constitutionnel, nous situant plutôt dans des sensibilités de gauche nous ne pouvions nous résigner à cet échec. Au-delà de notre simple création, nous avons structuré - même modestement - l'expression d'une opinion positive sur la construction européenne. Au-delà du projet de Traité de Lisbonne, dont nous espérons l'adoption par les 27, nous persistons à penser que la construction européenne demeure fragile et a besoin d'acteurs de la société civile au service de cette cause stratégique

En second lieu, notre rassemblement avait pour ambition de donner un coup de jeune à un mouvement proeuropéen qui avait une apparence vieillotte et même surannée. L'usage d'internet comme, mais aussi une façon décomplexée d'appréhender des problèmes compliqués en partant du souci de monsieur-tout-le-monde en étaient la traduction.

Notre mouvement national

En ce qui concerne le plan national, nos rapports n'ont pas été satisfaisants. Nous souhaitions une construction fédérale qui nous semblait indispensable pour porter un développement et l'équipe nationale faisait un préalable de l'existence de moyens humains et financiers (à l'évidence absents) Se contentant, en attendant, d'un agencement horizontal donnant autant de droit aux internautes, sorte d'adhérents directs, qu'aux adhérents des collectifs locaux. Cette position l'a emporté.

Sur le fond, notre mouvement s'est tenu à une certaine distance des récupérations politiques : Europe sociale et grèves chez Dacia (avril 2008), lettre ouverte aux parlementaires à l'occasion du traité de Lisbonne (décembre 2007), interpellation de Jean-Pierre Jouyet au sujet de la société civile européenne (octobre 2007) et position sur l'immigration dans le cadre de la préparation de la présidence française de l'Union (novembre 2007).

En ce qui concerne l'animation du réseau, son développement et son influence, nous ne pouvons qu'être perplexes. Depuis l'assemblée générale de Grenoble en 2007, nous constatons le manque d'ampleur de « Sauvons l'Europe ». Le temps pris par la nouvelle rédaction des statuts, l'absence d'une démocratie interne incontestable et la non prise en compte de l'existence des collectifs locaux ne nous ont pas permis de franchir le seuil quantitatif et qualitatif nécessaire à la création d'un mouvement s'appuyant sur le nombre pour faire pression, comme l'avaient réalisé les opposants au traité.

La dimension de l'outil national était centrale, à la fois comme haut-parleur, comme instrument de culture européenne et comme point d'appui de notre investissement local. C'était ce qui justifiait d'ailleurs la cotisation de 16 euros demandée.

Où nous en sommes près de trois ans après ? On s'interroge, comble du ridicule, sur les titres alternatifs à donner à « Sauvons l'Europe », sans même définir ce que l'on veut, aux lendemains du traité de Lisbonne ! Devons-nous ajouter qu'en refusant toute structure fédérative, notre mouvement s'est lui-même condamné à l'impuissance et au repli sur un petit groupe ? Ces questions sont à débattre. Il n'empêche que notre positionnement demeure minoritaire. Suivi à quelques rares occasions par le collectif de Grenoble, nous sommes très isolés lorsque nous formulons nos exigences concernant la structure fédérative de notre mouvement. C'est la caractéristique du collectif Haute-Garonne. Cet état de fait n'a pas troublé nos initiatives. Au maximum, il a ralenti notre essor.

Notre collectif Haute-Garonne

À Toulouse, nous avons réussi le pari d'entretenir de bonnes relations avec la plupart des associations oeuvrant dans le secteur de l'Europe. Dans le cadre de nos moyens, nous faisons la publicité de l'excellent travail entrepris par l'Ecole de l'Europe autour de Serge Laborderie ainsi que des rencontres organisées pour chacun des pays européens par les époux Forestier au sein de l'association Accueil Villes Françaises qui permet de toucher un large public. Désormais reconnu par la Maison de l'Europe, nous avons établi des relations épisodiques avec Christian Hen , du Mouvement Européen, ainsi qu'avec Philippe Feral, du Mouvement fédéraliste.

En outre, l'association ATOPIA, qui produit l'émission « Vent d'autant, vents d'ailleurs » consacrée au dialogue euroméditerranéen et euroméditerranéen » sur Radio-campus, accompagne régulièrement nos activités en interviewant nos intervenants et en communiquant sur nos conférences-débat.

Connu de la plupart des parlementaires, notre collectif a établi des liens avec les députés européens emblématiques de chacune des grandes sensibilités politiques européennes : Gérard Onesta pour Les Verts, Kader Arif pour le Ps, Anne Laperrouze pour le Modem et Christine de Veyrac pour l'Ump. Nous avons relayé l'interpellation aux parlementaires de Haute-Garonne au sujet du traité de Lisbonne (décembre 2007), transmis le questionnaire aux candidats aux municipales (mars 2008), pris position sur le traité de Lisbonne (août 2007), organisé une information sur le projet d'union pour la Méditerranée (avril 2008), relayé la pétition de la Confédération européenne des syndicats sur le développement social et durable (mars 2008).

Enfin, nous avons confirmé notre intégration toulousaine. La nouvelle localisation de notre siège social, après acceptation par la municipalité, au sein de la Maison des associations a été effective dès 2007. Nous avons participé activement à la journée de l'Europe qui se déroulait à Toulouse le 5 mai 2008.

Pour pouvoir accéder à des salles municipales, nous avons dû créer une association locale. Celle-ci a réuni jusqu'à 26 membres qui ont accepté de payer une cotisation de 32 € dont la moitié fut versée au niveau national. Ceci ne nous accorde pas de moyens matériels considérables. Une fois payée l'assurance collective et la contribution à la Maison des associations, nous avons pu réaliser

l'impression de 3.000 tracts pour chacune des cinq conférences que nous avons organisées.

Pour pallier nos faiblesses matérielles, nous avons utilisé le réseau internet et rénover notre blog, <http://sle31.wordpress.com>, pour diffuser à la fois nos initiatives et des informations auprès d'un fichier d'environ 500 personnes.

Nous parvenons avec une équipe réduite à réaliser nos diffusions de tracts, l'écriture du blog, la rédaction d'une lettre d'information épisodique et la transcription de nos rencontres-débats. Cette équipe doit se renforcer et se renouveler, puisque la trésorière et le président souhaitent être remplacés. Il faut souligner que la plupart des membres de notre s'impliquent également sur la dimension européenne dans les structures existantes au sein desquelles elles sont engagées, que ce soit au travers des organisations syndicales, associatives, culturelles ou politiques.

Notre travail est certes le fruit de quelques bénévoles qui peuvent avoir le sentiment de s'épuiser. Il n'empêche qu'à regarder le travail réalisé en une année, nous pouvons nous reconforter. Si nous comparons avec nos envies et notre espoir, il est évident que notre action paraît bien mince mais à se confronter avec ce que font certains acteurs établis depuis plus longtemps que nous, nous pouvons être rassérénés.

Notre influence

D'abord, notre Bureau a noué des contacts suivis avec Guernica et l'Ecole de l'Europe. ou avec la Maison de l'Europe à l'occasion de la journée de l'Europe en 2007 et 2008.

Avec l'Ecole de l'Europe nous avons essayé de coordonner les initiatives : c'est ainsi que nous avons préféré suivre leur cycle de rencontres sur l'Europe et l'énergie, et lui faire de la publicité, en renonçant à à une initiative avec Anne Laperrouze sur ce même sujet. Les uns et les autres ont fréquenté les activités réciproques, même si Toulouse reste bien en deçà de la main par rapport à Saint-Alban et les communes qui lui sont associées. Ajoutons que nous commençons à être sollicité comme lieu ressources : associations Cactus (E. Boinet), AEGEE Toulouse, IFRASS, etc...

Avec la Maison de l'Europe, par rapport à nos attentes, nous tirons un bilan décevant ; certes cette institution relaie la communication sur nos conférences mais son appui se limite à cela alors que nous attendions de sa part une aide plus grande.

Il est encore trop tôt pour savoir comment la nouvelle municipalité compte agir en la matière. C'est certainement un sujet à examiner avec elle; car des associations comme la nôtre ne peuvent se développer si elles ne peuvent s'appuyer sur une institution facilitatrice.

Enfin, nous avons poursuivi à l'occasion du questionnaire adressé aux principaux candidats, tant aux législatives qu'aux municipale, la construction de contacts

personnels (cf. Mme de Veyrac, M. Forget). Les réponses n'ont pas toutes été à la hauteur de nos espérances. À cela deux raisons : la place secondaire accordée à la dimension européenne par nos élus, de tous bords, et, - mais est-ce une excuse ? -, les emplois du temps surchargés d'élus cumulant parfois plusieurs responsabilités.

Nos contacts avec la presse demanderaient à être plus personnalisés pour se traduire par davantage d'articles ou d'interviews.

Nos rencontres

<p>Sauvons l'Europe Avec la collaboration de nos élus locaux</p>  <p>Quels défis pour construire une citoyenneté européenne ? avec Edvard Kovac, philologue slovène, expert en ethnologie culturelle, président du comité descriptif pour le pays du Pen Club international.</p> <p>Jeu 22 mai 2008 à 20h00, salle Antoine Oudin, Hôtel Daurant, 6, rue du Lieutenant Colonel Pellissier, Toulouse, Métro Capitale.</p> <p>Reservations : http://sle31.wordpress.com/ ou par téléphone au 06-22-95-82-17</p> <p>L'Europe 11, rue St Roch - 31004 - 31011 Toulouse Cedex 4 - contact@leurope.fr</p>	<p>Sauvons l'Europe Avec la collaboration de nos élus locaux</p>  <p>Comment la présidence française peut-elle redynamiser l'Europe après l'adoption du traité de Lisbonne ? avec Bettina Laville, conseillère d'Etat en disponibilité, vice-présidente de "Sauvons l'Europe," présidente du club "Convictions."</p> <p>Jeu 3 avril 2008 à 20h00, salle Castelbou, à proximité de la Place Armand Bernard, 22, rue Léonore Castelbou à Toulouse, Métro : Compans Caffarelli.</p> <p>Reservations : http://sle31.wordpress.com ou par téléphone au 06-22-95-82-17</p> <p>L'Europe 11, rue St Roch - 31004 - 31011 Toulouse Cedex 4 - contact@leurope.fr</p>	<p>Sauvons l'Europe Avec la collaboration de nos élus locaux</p>  <p>Europe et migrations avec Alain Tardieu, sociologue, professeur à l'université Toulouse le Mirail, auteur de "L'Europe sans frontières, la renouée des ailes", et Christine Baret, chargée d'études Insee Midi-Pyrénées.</p> <p>Jeu 10 janvier 2008 à 20h00, salle Castelbou, à proximité de la Place Armand Bernard, 22, rue Léonore Castelbou à Toulouse, Métro : Compans Caffarelli.</p> <p>Reservations : http://sauvonsleurope1.blogspot.com/ ou par téléphone au 06-22-95-82-17</p> <p>L'Europe 11, rue St Roch - 31004 - 31011 Toulouse Cedex 4 - contact@leurope.fr</p>	<p>Sauvons l'Europe Avec la collaboration de nos élus locaux</p>  <p>Europe : intégration de ex pays des Balkans avec Georges-Marie Chenu, ministre prospective à l'époque, ancien ambassadeur de France à Zagreb, et Laurent Richard, coordinateur de l'association Guernica Adpe.</p> <p>Jeu 6 décembre 2007 à 20h00, salle Castelbou, à proximité de la Place Armand Bernard, 22, rue Léonore Castelbou à Toulouse, Métro : Compans Caffarelli.</p> <p>Reservations : http://sauvonsleurope1.blogspot.com/ ou par téléphone au 06-22-95-82-17</p> <p>L'Europe 11, rue St Roch - 31004 - 31011 Toulouse Cedex 4 - contact@leurope.fr</p> <p>GUERNICA A.D.P.E. 11, rue St Roch - 31004 - 31011 Toulouse Cedex 4 - contact@leurope.fr http://www.guernica-adpe.fr</p>	<p>Sauvons l'Europe Avec la collaboration de nos élus locaux</p>  <p>Europe : politique monétaire & financière avec Blaise Spigante, économiste, député européen, membre du parti écologiste Les Verts, auteur de "La société en salade : le partage du travail contre la déchéance sociale"</p> <p>Jeu 10 octobre 2007 à 20h00, salle Antoine Oudin, Hôtel Daurant, 6, rue du Lieutenant Colonel Pellissier, Toulouse, Métro Capitale.</p> <p>Reservations : http://sauvonsleurope1.blogspot.com/ ou par téléphone au 06-22-95-82-17</p> <p>L'Europe 11, rue St Roch - 31004 - 31011 Toulouse Cedex 4 - contact@leurope.fr</p>
---	---	--	---	--

Nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons tenté de faire au travers de l'organisation de nos cinq conférences. Sur des thèmes divers, et au-delà des difficultés d'organisation, nous avons réuni de 40 à 90 personnes venues d'horizons souvent différents. Il est à noter l'annulation de celle qui était consacrée aux questions économiques avec l'empêchement provoqué par les grèves et la défection de l'intervenant initialement prévu à la conférence de janvier 2008 sur les mouvements migratoires. Nous souhaitons solliciter davantage les intervenants locaux, notamment en sollicitant le réseau universitaire, politique et associatif toulousain.

L'usage d'internet, avec le site national de Sauvons l'Europe et notre propre blog (<http://sle31.wordpress.com>), nous permet de contacter régulièrement plusieurs centaines de Toulousains. Mais force est de constater qu'aucun effet boule de neige ne se dessine du côté des fichiers, comme pour les adhésions.

Nous avons invité nos adhérents à deux rencontres dîners : l'une sur l'Europe après les présidentielles en mai 2007 et l'autre le 20 mars 2008 sur l'Union pour la Méditerranée.

Nous avons envoyé six bulletins d'informations comprenant des nouvelles d'activités concernant l'Europe sur Toulouse et des brèves sur quelques dossiers européens significatifs.

Nous avons réagi dans l'été 2007 à l'élaboration du projet de traité, devenu depuis Traité de Lisbonne pour en faire connaître, dire notre approbation, faute de mieux, et suivre le comportement de nos élus lors de sa ratification.

Si la présence de Lipietz sur la zone euro a été annulée au dernier moment, les autres rencontres-débats sur les Balkans (avec Guernica et Laurent Richard), Europe et migrations en Midi-pyrénées (Christian Ratte) les perspectives de la présidence française de l'Union européenne (Bettina Laville), les défis pour construire une citoyenneté européenne (Edvard Kovac) ont rassemblé régulièrement une cinquantaine de participants, ce qui n'est déjà pas si mal. L'usage du projecteur de diaporama est utile.

Une dizaine de notes - compte-rendu succincts des conférences, abécédaire européen de Sarkozy, Charte des droits fondamentaux - ont été mises à disposition de nos adhérents et sympathisants, dans les conférences et à notre stand de la Journée de l'Europe.

Lorsque nous écrivions dans notre dernier rapport d'activité qu'il était « prématuré de baisser les bras » en envisageant qu'après la présidentielle et les législatives, il faudrait bien reparler d'Europe, nous avons raison. Le traité de Lisbonne a certes apporté une réponse aux inquiétudes les plus vives, mais avec la présidence française de l'Union qui commence en juillet, nos compatriotes vont voir revenir la question européenne au premier plan et dans le débat, il y aura nécessité de faire preuve de vérité et de pédagogie. Ce pourrait être notre rôle !

Nos difficultés

Il faut y insister, quitte à nous répéter. Le développement du nombre d'adhérents et des moyens financiers est demeuré en l'état, malgré les efforts de développer notre présence, notre information et de rechercher une subvention municipale. Le rapport financier en témoigne. La cotisation d'assurance, les contributions que nous devons à la Maison des associations, à la Journée de l'Europe entament nos maigres moyens, une fois retirée la part nationale des cotisations. Cela pèse lourdement sur nos capacités d'initiatives, en particulier lorsqu'il s'agit d'accueillir un conférencier venant de loin et se déplaçant spécialement à cet effet. Cette donnée incite à rechercher dans les ressources locales, sauf lorsque l'intervenant vient à Toulouse avec un voyage payé par une autre institution ou, comme Bettina Laville, nous fait le cadeau de se déplacer sur ses propres moyens.

Quant aux difficultés, elles ont été créées par des impondérables sur les organisations de conférences : grève d'Air France rendant impossible la venue d'Alain Lipietz au dernier moment; contact perdu avec Alain Tarrus malgré son engagement; retrait d'Alain Chenu pour des raisons familiales.

Mentionnons enfin que l'activité au quotidien repose, comme dans beaucoup d'associations, sur le bénévolat et l'investissement de quelques personnes, qui, actives ou retraitées, ont aussi bien d'autres préoccupations. Distribuer des milliers de tracts à quatre n'est tout de même pas une sinécure. À deux, nous écrivons blog et informations ; nous avons du mal à tenir notre engagement de transcrire nos rencontres-débats, pour leur donner un peu de continuité. Nous ne manquons pas

d'idées, mais nous n'avons guère de moyens de les mettre en pratique. Parfois, nous avons l'impression de nous épuiser à tenir la tête hors de l'eau.

Rapport d'orientation 2008-2009

L'idée européenne ne saurait se résumer à un marché, à une monnaie ou même à des politiques structurelles. Notre ambition est de faire que les citoyens européens se réapproprient les termes du débat communautaire. Nous souhaitons rester à égale distance des visions technocratiques d'une construction européenne qui se passerait de l'apport des citoyens engagés que de la vision populiste qui voit dans l'échelon national un horizon indépassable ou rêve d'une démocratie directe à 500 millions de citoyens ! Réconcilier l'Europe et les Européens, c'est offrir un lieu de confrontation publique accessible à tous qui fasse une part égale à la nécessaire compréhension, à la légitime demande de compte-rendu, à la critique et aux propositions.

I - Nos objectifs

1/ Faire valoir notre point de vue auprès des citoyens et des responsables politiques

Nous souhaitons maintenir notre pression pour faire prévaloir une conception fédéraliste de la construction de notre mouvement national « Sauvons l'Europe ». Sous une forme ou sous une autre, nous devons exiger une mise à plat des fonctions dédiés au national et aux collectifs.

Le national doit, selon nous, accroître sa présence lors des débats européens. Les prises de position doivent émaner d'un débat national que l'usage d'internet doit permettre de rendre plus démocratique. Un agenda national des thématiques sur lesquels nous travaillerons permettrait de faire émerger des contributions des collectifs qui pourraient donner lieu à l'élaboration d'une synthèse nationale. À l'appui du secrétariat d'Etat aux affaires européennes qui souhaite favoriser l'émergence d'une société civile européenne, notre mouvement pourrait se caler sur les rendez-vous de la présidence française : consolidation d'une politique environnementale communautaire qui tirent les enseignements de la conférence de Bali, évolution de l'Europe budgétaire et monétaire dans le contexte de la crise bancaire et financière.

En tant que collectif, nous devons également admettre que le mouvement auquel nous appartenons fonctionne avec les bonnes volontés que veulent bien consentir les collectifs. Demander une construction fédérale sans que nous augmentions notre nombre et notre participation sur Toulouse ne nous semble pas tenable durablement.

2/ Animer un débat citoyen autour de thèmes de réflexion concrets

Aux suggestions de la dernière assemblée générale, qui demeurent largement valides, on peut joindre les conclusions de notre échange du 20 mars :

a) Aborder l'Europe avec une réorientation des sujets de nos rencontres sur des sujets plus concrets. Exemples : la carte d'identité européenne, ou l'impôt citoyen européen.

b) Partir de ce que disent nos concitoyens dans nos réunions-débats, par l'utilisation des résultats des sondages ou par une enquête de proximité. L'idée d'établir un argumentaire réponse aux contrevérités sur l'Europe a été évoquée.

c) Changer le titre de l'association. Plutôt « faisons l'Europe », plus concret.

d) Prendre des sujets qui attirent davantage le grand public :

- l'Europe et l'Espace,
- la gestion de l'eau,
- le syndicalisme et l'Europe,
- le problème des Roms,
- les services publics,
- le développement durable,
- l'Europe sociale,
- l'Europe face aux problèmes de la paix et de la défense
- la coordination des politiques économiques des pays de la zone euro, un mythe ?
- l'Espagne et l'Europe

Ou plus locaux :

- Toulouse capitale culturelle en 2013,
- la traversée centrale des Pyrénées(ferroutage),
- la politique industrielle Airbus

Ou médiatiques :

- les médias et l'Europe : contacts pour une table ronde ou un mini colloque sur ce sujet avec l'IEP et l'Ecole de journalisme de l'Ecole Catholique, les journaux de la région (Dépêche du Midi, Sud Ouest, Voix du Midi, Midi Libre) et les correspondants locaux des journaux nationaux, les journaux d'Espagne (El País).

Ou plus sociétaux :

- les libertés au quotidien,
- les discriminations.

II - Notre démarche pour atteindre nos objectifs

1/ Amplifier nos actions en développant notre réseau

Nos objectifs sont ambitieux et nous devons pour les mettre en œuvre :

a) accroître nos ressources humaines et financières.

Faire des adhésions : soit de participants actifs, soit comme forme de soutien financier. Que chaque adhérent fasse quatre nouveaux adhérents, et nous serions une centaine.

Recherche de subventions (collectivités territoriales, Europe) et de mécénat d'entreprises.

b) nous faire toujours davantage connaître : pour cela il faut faire du matériel à diffuser, faire à partir des conférences des dossiers, engranger les contacts déjà pris, établir des contacts personnalisés avec les médias, etc... Toulouse.

c) collaborer avec les associations impliquées dans les questions européennes pour, coordonner, relayer et amplifier nos actions.

III - Une orientation : faire des propositions sur « Toulouse et l'Europe » à la nouvelle Municipalité

1/ Permettre aux Toulousains de relier leur vie quotidienne à l'action de l'Union Européenne

a) Faire un dépliant montrant en quoi notre ville est reliée dans sa vie quotidienne à l'Union Européenne (la géographie, la diversité de sa population, ses liaisons, la place de l'UE dans son économie, les subventions qui lui viennent de l'UE, etc...)

b) Faire de l'action des consulats et des associations spécialisées (soit culturelles, AVF, etc) un outil de liaison avec le reste d' UE.

c) Relancer, après un bilan, les jumelages (Bologne, Elche) et donner à leurs activités un contenu politique favorable au dynamisme de l'UE; une ville jumelée dans chacun des pays de l'UE ?

d) Communiquer systématiquement sur la dimension européenne de l'action municipale chaque fois qu'il y a interférence (cf. par exemple impact des directives européennes)

e) Faire de la Maison de l'Europe un outil des associations et de la Ville au service de cet objectif. Cela suppose une redéfinition de ses activités et de ses moyens.

2/ Donner à Toulouse une dimension européenne structurée

a) Demander un rapport comparant Toulouse avec les villes des 27 pays de taille analogue.

b) Donner du contenu à la candidature de Toulouse capitale européenne de la culture; et sur cette base, même si elle n'est pas choisie en septembre prochain, s'engager à en débiter la réalisation :

- patrimoine et création,
- innovation et croisements des savoirs,
- ville et territoire (cultures éclatées; espaces publics et arts de la rue),
- la dimension universitaire.

Le 9 Mai, journée de l'Europe, devrait être un temps fort dans la Cité.

c) Instaurer un Colloque thématique à dimension européenne tous les deux ans co-organisé avec les universités et Ecoles supérieures

d) Accompagner l'accueil des jeunes étudiants du programme Erasmus et faire de leur présence à Toulouse une occasion de rencontres

e) Accompagner les rencontres sportives à dimension européenne d'une dimension découverte des pays concernés

f) Faire découvrir aux Toulousains les réalités de la dimension économique et sociale européenne de la Cité, d'abord sur les deux pôles de compétitivité : aéronautique, espace et systèmes embarqués; bio santé.

g) Faire de Toulouse une capitale du savoir, attractive pour les étudiants et les chercheurs

h) Faire une priorité de l'exemplarité environnementale, à l'instar d'autres villes européennes : mixité sociale, éco-construction, réseau cyclable et collectif de transport, etc

3/ Positionner Toulouse dans la relance du processus de Barcelone avec l'Union pour la Méditerranée

a) S'appuyer sur le Réseau C 6 : ce groupement d'intérêt économique entre 6 villes : Toulouse, Montpellier, Barcelone, Palma de Mallorca, Saragosse, Valence s'est donné quatre objectifs : transports, culture, tourisme, environnement. Il est essentiel de concrétiser des réalisations visibles.